Le chef de l’opposition, Gadi Eisenkot, s’efforce toujours de former une nouvelle coalition gouvernementale destinée à succéder à celle de Benjamin Netanyahu. On ignore encore s’il y parviendra. Mais cela n’empêche pas les représentants de l’opposition sioniste au Parlement (la Knesset) de présenter des propositions visant à annuler des décisions importantes du gouvernement actuel et à introduire de nouvelles dispositions législatives.

Par Sacha Wigdorovits

La lutte pour la composition du nouveau gouvernement israélien bat son plein, et les informations à ce sujet se succèdent au quotidien. Parmi celles-ci, on apprend que, selon le portail en ligne « The Times of Israel », la coalition de partis ultra-orthodoxes « Judaïsme de la Torah unifié » (UTJ) a assuré au chef de l’opposition, Gadi Eisenkot, qu’elle le soutiendrait et tournerait le dos au gouvernement Netanyahu, à condition que la coalition sioniste qu’il dirige accepte que les jeunes haredim (ultra-orthodoxes) continuent d’être dispensés du service militaire.

Cette exigence est toutefois inacceptable pour les partis d’opposition, car elle est en contradiction totale avec ce qu’ils avaient promis à leurs électeurs avant les élections à la Knesset et qu’ils souhaitent désormais faire adopter au Parlement. Sans les Haredim, Eisenkot dépend toutefois du soutien des quatre partis arabes, qui ont remporté au total 19 sièges lors des élections du 27 octobre 2026. Or, les dirigeants de la plupart des partis d’opposition excluent jusqu’à présent toute participation de ces derniers au gouvernement.

Un représentant du Ra’am, membre de la commission des affaires étrangères et de la défense

Au niveau parlementaire, ils n’ont toutefois pas tourné le dos aux partis arabes. Ainsi, Yoav Segalovitz, qui représente le parti islamique Ra’am à la Knesset, devrait devenir membre de la commission des affaires étrangères et de la défense. C’est la première fois qu’un représentant d’un parti arabe peut siéger au sein de cette importante commission parlementaire du Parlement israélien. M. Segalovitz est juif et a été auparavant commandant de police et ministre adjoint de la Sécurité publique.

Une autre décision importante en matière de nomination concerne le président de la Knesset. À une courte majorité de 61 voix sur un total de 120, le Parlement a décidé de destituer son président sortant, Amir Ohana, membre du Likoud de

Netanyahu, et de le remplacer par un représentant de l’opposition.

De nombreuses propositions de loi ont été déposées

Ces derniers jours, les membres des partis d’opposition ont également déposé à la Knesset de nombreuses propositions de loi visant à corriger la politique du gouvernement Netanyahu. Parmi celles-ci figurent des demandes visant à abroger les lois qui affaibliraient le pouvoir judiciaire, la nomination d’une commission d’enquête nationale indépendante chargée d’enquêter sur le massacre du 7 octobre 2023, la limitation du mandat du Premier ministre à deux législatures, la séparation claire entre la religion et l’État avec l’introduction du mariage civil et la mise en service des transports publics le shabbat, ainsi que le service militaire obligatoire pour tous, y compris pour les ultra-orthodoxes.

Il est encore trop tôt pour dire quelles mesures seront finalement mises en œuvre. Mais les travaux de la Knesset montrent que le processus démocratique bat son plein au sein du pouvoir législatif israélien, même si l’on ne sait pas encore qui formera le gouvernement ni si de nouvelles élections auront lieu prochainement.

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.